

Eric Corijn: «Une telle crise peut aussi être une opportunité pour Bruxelles»

Le Soir - PHILIPPE DE BOECK - 26/11/2015

Coordinateur de la « Nuit du savoir » à Bruxelles, le sociologue Eric Corijn analyse le *lockdown* de sa ville et son impact sur les habitants.

Beaucoup de médias étrangers parlent en termes négatifs de la Belgique et de Bruxelles, terreau du terrorisme djihadiste...

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'image de Bruxelles est très unilatérale et peu nuancée ces derniers jours. Elle n'est axée que sur le danger, un danger dont on ne connaît pas l'ampleur réelle. Quand on voit les moyens sécuritaires déployés, dans la construction de l'imaginaire, on se dit que cela va au-delà de la démonstration de force. Ce n'est pas parce qu'on recherche quelques terroristes qu'il faut en arriver à ça.

Pourquoi limiter le danger aux 19 communes bruxelloises ?

Ce ne sont que des limites administratives. Une ville est un organisme fragile et complexe. La société urbaine ne se limite pas aux fonctions administratives. Dans une ville, tout est lié et relié. Cette fragilité a été atteinte. Nous aurons beaucoup de travail pour tout reconstruire, non seulement l'image vers l'extérieur, mais aussi la confiance interne. La normalité ne va pas revenir quand l'armée et la police auront disparu du paysage. J'espère que l'investissement ne se limitera pas au sécuritaire mais se fera aussi dans la culture ; parce qu'elle a beaucoup souffert avec la fermeture de théâtres, de cinémas, etc. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons tenu à ne pas annuler cette quatrième « Nuit du savoir ».

Cela n'a pas été facile ?

Nous avons dû nous adapter et engager des gardes de sécurité pour la fouille à l'entrée. Vendredi, ce sera d'ailleurs la réouverture du Kaai, le théâtre qui nous accueille. Mais la répartition entre ce que les organisateurs doivent faire et les autorités publiques n'est pas très claire... Les responsabilités des uns et des autres non plus d'ailleurs.

A l'image de la complexité institutionnelle de ce pays et de ce que la presse étrangère lui reproche ?

En effet... En tant que chercheurs urbains, nous voulons justement montrer une ville mondiale sous tous ces aspects. Une chose est claire : le cadre administratif ne colle pas avec la réalité d'une métropole comme Bruxelles. Ce n'est plus une ville bicommunautaire, la majorité de la population n'a pas de référence belgo-belge, et les deux communautés belges n'ont pas le même poids socioculturel. L'imaginaire collectif construit par les politiques, les médias et le cadre institutionnel ne rend pas

compte des difficultés et des opportunités de cette ville.

Par exemple ?

Il y a des résistances irrationnelles autour du débat sur les zones de police. Quand on dit que New York fonctionne avec une seule zone et qu'il y en a six à Bruxelles, côté francophone, on avance l'argument de la proximité... OK, mais alors il en faudrait 19, une par commune.

On pourrait aussi élargir ces zones de police à la périphérie, la ville ne s'arrête pas aux limites administratives...

Tout à fait, il n'y a aucune raison d'avoir un niveau 4 en Région bruxelloise et un niveau 3 à Vilvorde, Dilbeek, etc. Nous avons déjà avancé l'idée d'une zone de police métropolitaine. Mettons ce point à l'ordre du jour de la fameuse « communauté urbaine », qui est toujours une coquille vide, et coordonnons la sécurité à ce niveau. Mais quand on vient avec ça, on rencontre d'autres résistances... La gouvernance belge, très communautarisée, n'est pas collaborative et mène à l'impossibilité de voir le problème dans sa complexité réelle et à bonne échelle. Car une ville n'a pas de frontières, c'est un nœud dans un réseau avec une certaine densité plus forte au centre qu'en périphérie. Ce qu'on voit fonctionner dans ce réseau terroriste, c'est justement cette connectivité entre différentes zones. Et donc que l'échelle territoriale administrative n'est pas la bonne pour affronter un tel danger.

La Belgique s'est trop focalisée sur les problèmes communautaires ?

Oui, mais ce n'est pas la seule raison. Il y a régulièrement des tueries dans les écoles aux Etats-Unis et pas de problèmes communautaires comme ici. Les causes peuvent être sociologiques et liées à l'emploi, par exemple. Une chose est absolument claire, par contre, c'est qu'il y a une géographie sociale très inégale à Bruxelles. Les communes du canal ont doublé de population ces dernières années, les nouveaux arrivants ne vont pas jusqu'à Uccle ou Woluwe. Beaucoup de problèmes se concentrent dans cette zone : pauvreté, chômage des jeunes, problèmes scolaires, crise du logement avec 80 % de locataires, etc. A Bruxelles, la banlieue est au centre-ville. En France, c'est l'inverse. A Molenbeek, on investit beaucoup et les choses s'améliorent. Mais il faudra encore beaucoup plus de travailleurs urbains pour faire la ville ensemble.

N'avez-vous pas l'impression que seuls les Bruxellois ont été punis par ce niveau 4 ?

Ils sont doublement punis. D'abord dans les faits, parce que ce sont nos théâtres, nos écoles, nos cinémas et nos magasins qui ont été fermés. Ensuite, parce que les préjugés négatifs à l'encontre de Bruxelles ont été confortés : la capitale n'est pas aimée, ni par les Flamands ni par les Wallons. Le problème, c'est que tout est communautarisé et que les Bruxellois sont minoritaires des deux côtés. Cela dit, une telle crise peut aussi être une belle opportunité. La revanche bruxelloise va arriver,

c'est certain. Le rassemblement de Molenbeek avec 3.000 personnes en est un bel exemple. C'est du jamais vu. Avec la Brussels Academy, nous organisons tous les jours des cours-promenades dans Molenbeek. C'est comme les interviews pour la presse internationale, j'en donne tous les jours.

Les responsables bruxellois se font-ils assez entendre ?

Il y a un problème, même si je préfère rester nuancé. Parler de façon critique ces derniers jours était très mal vu. Par contre, on a entendu la ministre de l'Enseignement (une Bruxelloise, NDLR) tenir un discours sécuritaire. Il faut passer à autre chose et il faut que quelqu'un le dise à voix haute. C'est ce que j'appelle la revanche de Bruxelles. Personne d'autre que les Bruxellois ne savent ce qu'il faut faire avec une ville de 1,1 million d'habitants, c'est plus du double que la deuxième ville du pays. Quand on entend le ministre de l'Intérieur (N-VA, NDLR) donner des leçons sur ce qu'il faut faire à Bruxelles alors que lui n'a jamais été « que » bourgmestre de Brasschaat... Tout le monde peut donner des conseils, mais pas commencer par des : « Il n'y a qu'à... »

Une réforme des institutions bruxelloises ?

Je suis pour une réorganisation du territoire entre les communes, pas une fusion.